



CAPL MOUVEMENT LOCAL DES MUTATIONS AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2017

Madame la Présidente

Au lendemain de la formation d'un gouvernement « Édouard PHILIPPE bis », force est de constater que celui-ci dispose d'une large majorité. Néanmoins, sa légitimité est faible pour mener des réformes d'envergures, surtout au regard des méthodes affichées et affirmées telles les ordonnances et l'absence réelle de concertation qui contribuent à un affaïssement démocratique.

Nous constatons déjà dans les annonces gouvernementales (réforme du code du travail, suppression de 120 000 fonctionnaires, gel du point d'indice) qu'il y aura bien une continuité dans le changement... Cela se traduit davantage par une accélération dans les intentions politiques que par un infléchissement.

Au milieu de tout cela, le rôle joué par la DGFIP inquiète : elle ne fait pas qu'accompagner les réformes, elle les provoque, voire les précipite.

Les agents ressentent fortement ce rôle moteur de l'administration et ils dénoncent justement le rythme des réformes comme le démontre le baromètre social. Un élément primordial devrait alerter la direction générale, celui du ressenti des agents sur le travail qu'ils accomplissent de plus en plus dans un sentiment d'urgence.

Ils subissent chaque jour les méfaits des suppressions massives d'emplois, des restructurations et de la réduction des moyens. Les garanties disparaissent (suppressions de certaines RAN, modifications des règles de mutations...), le régime indemnitaire est mis à mal par la rémunération au mérite et la mise en œuvre du RIFSEEP.

Concernant cette CAPL, la CGT Finances Publiques dénonce une fois de plus la pénurie d'agents dans les services.

Les chiffres communiqués par l'administration centrale confirment la désastreuse situation de l'emploi avec un sous-effectif de 1495,8 agents en catégorie C et 948,7 agents en catégorie B, qui viennent s'ajouter aux 35 000 postes supprimés depuis 2002.

Dans ces conditions, comment faire fonctionner efficacement les services ?

Les réponses de la DGFIP sont inacceptables : abandon de pans entiers de missions, fusions de services, fermetures de sites...

Les agents subissent au quotidien les conséquences des suppressions d'emplois: stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir leurs missions.

Si l'administration recrutait à hauteur des besoins des services, de nombreux agents, dont certains se trouvent en grande difficulté, ne seraient pas « bloqués » sur leur résidence actuelle et pourraient obtenir leur mutation.

Ils ne devraient pas subir les mauvais choix de gestion de l'administration en matière de recrutement. Une administration qui anticipe une fois de plus, les suppressions d'emplois à venir.

Pour la CGT Finances Publiques cette situation est inacceptable !!!

Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement d'agents à hauteur des besoins réels. Cela permettrait non seulement d'améliorer la situation, de plus en plus critique, des agents et des services et de donner la possibilité aux collègues « en attente » depuis plusieurs années d'obtenir une mutation ; tout en permettant le maintien et le développement d'un service public de proximité et de qualité, dans une société en crise où se trouvent de plus en plus de personnes en grande détresse.

Les élu(e)s en CAPL

Rouen le 10 juillet 2017